

Pierre-Philippe Bugnard

« Une République chrétienne pas si catholique que ça »

Aujourd'hui, le canton de Fribourg aurait peut-être plus de 400'000 habitants au lieu de 220'000, si son industrialisation lui avait permis de garder les 80'000 Fribourgeois et leurs enfants qui ont émigré dans d'autres cantons. Or, cette possibilité d'industrialisation a été étouffée, au début du siècle, par le régime de la **République chrétienne de Fribourg** emmenée par son leader charismatique Georges Python. Un régime conservateur qui avait une peur bleue de l'industrialisation parce qu'elle aurait créé des ouvriers, donc des socialistes. Les recherches de Pierre-Philippe Bugnard révèlent que ce régime, dont la mémoire a fait un mythe, était beaucoup plus menacé, et les oppositions beaucoup plus virulentes qu'on ne l'a dit.



Il y a un siècle, Georges Python voulait réaliser au centre de l'Europe, à Fribourg, un Etat qui mettait en pratique les théories des encycliques de Léon XIII. Il voulait « offrir au monde (...) une réalisation concrète de la démocratie chrétienne », pour reprendre les termes de l'abbé Eugène Dévaud, historien du régime. D'après le préfet Louis Weck, il s'agit de faire du canton de Fribourg « le Vorort du conservatisme et du catholicisme en Suisse ». Georges Python, qui incarne à lui seul le Conseil d'Etat, construit alors l'Université de Fribourg, réalisant une idée vieille de trois siècles chez les catholiques suisses.

Faire de Fribourg le Vorort du conservatisme et du catholicisme. Le régime - une forme théorique de théocratie où le premier citoyen n'est autre que l'évêque - ne veut pas seulement contrôler l'Université, mais toute l'économie afin d'encadrer l'électorat et d'éviter une industrialisation libre qui pourrait favoriser l'émergence du socialisme. Ce qui ne l'empêche pas de pratiquer lui-même une forme de socialisme d'Etat, inspiré d'un courant qui vient d'Allemagne. A Fribourg, pour travailler aux régies d'Etat, aux Entreprises électriques, à la Banque de l'Etat, aux chemins de fer de l'Etat ou à l'Université, il faut montrer patte blanche, il faut être conservateur catholique. Le canton connaît une seule expérience de grande industrie : Cailler à Broc. « Même Cailler, qui passe à Berne pour un radical, fait la politique de Python et les ouvriers doivent voter la bonne liste », constate M. Bugnard.

Quasi-faillite financière. Côté finances, le régime aboutira à une quasi-faillite qui laissera des traces pratique-ment jusqu'à nos jours. Les emprunts succèdent aux emprunts et, en vingt ans, la dette de l'Etat passe de 22 à 102 millions. En 1910, il faut utiliser plus de la moitié du budget pour payer les intérêts de la dette. L'Etat est au bord de la banqueroute. « Mais les gens ne le savaient pas. Officiellement, on montrait des pièces prouvant que le service de la dette, sans les amortissements, atteignait à peine le tiers du budget, ce qui était encore, à la rigueur, acceptable », précise M. Bugnard.

Politique sans contrôle. Un rapport confidentiel établi par le conseiller du Commerce extérieur français, Bergeret de Trouville, et adressé au Quai d'Orsay, écrit, en 1910, que depuis un quart de siècle, la finance fribourgeoise se trouve accaparée et soumise au service de l'Etat souverain de Fribourg, et que « le très puissant conseiller d'Etat Monsieur Georges Python » s'en sert « suivant les vues de sa politique sans aucun contrôle réel et efficace ». Le conseiller étranger constate que sur les 100 millions de la dette, 63 seulement auraient reçu un emploi « susceptible d'être productif » (Entreprises électriques et Banque de l'Etat).

Scandales financiers. C'est la période des scandales financiers. Une douzaine d'affaires troubles sont plus ou moins étouffées. Par exemple l'affaire de la Banque de l'Etat, où on maquille la comptabilité et les rapports des contrôleurs pour présenter, au Grand Conseil, des comptes acceptables. Ou encore l'affaire de la société Raoul Pictet, fondée en ville de Fribourg pour exploiter les brevets d'un chimiste français dans une usine projetée à Paris afin de procurer des avantages à l'université catholique de Fribourg. La débâcle est totale. Idem pour l'affaire dite des Forêts de Styrie, où l'Etat a perdu plus d'un million. Quant à la « loterie de l'Université », lancée à l'instigation du comte de Bursetti installé au château de Middel (Glâne), elle aurait dû rapporter 2,5 millions. Python s'est entêté dans cette affaire malgré les objections formelles de trois membres du gouvernement. Seules deux séries seront placées, et le découvert approche les 700'000 francs. En Suisse, on s'est scandalisé qu'une Université catholique se lance dans les jeux de hasard !

Python, explique l'historien Bugnard, s'est engrené dans les rouages d'une sorte d'affairisme d'Etat. Soucieux d'assumer seul la charge d'une oeuvre immense et complexe, il a refusé obstinément toute collaboration dans le pouvoir de décision. Il a proscrit la critique et éludé

tout débat public à propos du financement de l'Université. Lorsque le pot aux roses est découvert, on étouffe encore l'affaire et les procès se dérouleront sur le plan privé, avec les familles qui ont dénoncé, jusque dans les années trente, au Tribunal fédéral. A noter que cette vie politique agitée fait des dégâts humains : une quinzaine de notables sont fauchés en pleine carrière. Les nécrologies invoquent alors, comme cause de décès, « un arrêt du coeur fatal dû à la violence politique ! ». Python lui-même, malade, sera porté sur une chaise pour participer aux séances du Grand Conseil.

Obstruction à l'industrialisation. M. Bugnard estime que si le régime n'avait pas fait obstruction à l'industrialisation, Fribourg serait aujourd'hui un canton de 400'000 habitants, comme celui d'Argovie, sans grande ville. Dans les années 20 à 30, sur la double ligne internationale de chemin de fer qui traversait le canton, entre Moscou et le Portugal, Fribourg était la zone qui avait le moins de voies industrielles.

L'historien explique cette hantise de l'industrialisation par des raisons politiques ou de mentalité. Il est vrai que Fribourg avait été traumatisé par l'échec de l'industrialisation du plateau de Pérolles par l'ingénieur Ritter, victime de la grande crise. « Mais la vraie raison est la peur du socialisme, le danger rouge ». Une peur qui ressort probablement des mentalités, et qui remonte au patriciat qui, dans la région de Fribourg, avait comme politique de chercher à se suffire à soi-même et d'atteindre l'autarcie en blé.

L'histoire aurait pu basculer. L'opposition au conservatisme atteignait au moins 40 % de l'électorat et une forte minorité souhaitait développer le commerce et l'économie. Le régime était beaucoup --plus menacé qu'on ne l'a dit. Il suffisait que la Gruyère passe dans l'opposition, avec ses conservateurs dissidents, pour que la majorité bascule au Grand conseil et que Python soit déboulonné. « Au tournant du siècle, pour quelques dizaines de voix en Gruyère et quelques centaines en Sarine, le cours de l'histoire aurait pu changer », note l'historien, qui rappelle qu'il n'y avait pas encore le système proportionnel, et que c'est le Grand conseil qui élisait le Conseil d'Etat.

« L'histoire s'est jouée sur le fil du rasoir, et elle a basculé en faveur du conservatisme. » Grâce, notamment, au contrôle de l'électorat très efficace qu' avait instauré le régime conservateur. Des « comités électoraux » chapeautés par une « union gouvernementale » assez mystérieuse, étaient chargés, dans chaque cercle ou commune, d'établir une liste des électeurs en trois colonnes : conservateurs assurés, les radicaux, (ceux-là, pas la peine d'essayer de les convertir), et « douteux ». C'est avec eux que se joue l'avenir du canton. « J'ai retrouvé de telles listes dans les archives. Il y a parfois des annotations précisant, par exemple, que tel ou tel est particulièrement intéressant car il a trois frères. Donc à travailler spécialement ou à inviter à un souper ». En outre, du haut de la chaire, il y avait parfois des menaces d'excommunication à l'encontre de ceux qui ne votaient pas la bonne liste. « Les conservateurs se montraient, sur ce plan, plus radicaux que les radicaux »

« **Le Fribourgeois** » et « **La Liberté** » Pierre-Philippe Bugnard a surtout étudié l'opposition interne au régime, qui venait du milieu conservateur même, le mouvement qui s'est regroupé en Gruyère autour du journal « Le Fribourgeois » alors que, dans l'autre camp, c'est le journal «La Liberté» qui, comme l'écrit le professeur Roland Ruffieux, « assure au parti pythonien le contrôle des esprits qu'elle éduque remarquablement avec l'aide d'un clergé complètement rallié ».

« En Gruyère, explique M. Bugnard, des paysans voyaient arriver ce qu'on appelle le progrès. Il y a une nostalgie du Vieux Comté, un passéisme, quelque chose qui a plutôt trait au mythe qu'à la mémoire historique. Mais aussi un mouvement de défense de la terre, les prémices de l'agrarisme. Pour eux, c'était un déchirement. Ils ont été radicalisés dans leur opposition, au point qu'on préférerait un radical à un conservateur dissident. Il fallait être solide pour tenir, car le régime tenait les emplois et pratiquait le clientélisme ».

Une chapelle pour exorciser la banqueroute. On a voulu donner de Python l'image d'un grand catholique, presque d'un conquérant élu par la Providence. Jusque dans la chapelle de Posieux, qu'on a fait construire un peu pour exorciser la banqueroute, les « affaires », ou jusque dans le vitrail politique de la Cathédrale, où Python est représenté au milieu du Gouvernement. Quant aux biographes de Python, ils ont voulu le faire passer pour un patricien en ligne directe, alors que la famille Python était éteinte depuis un siècle...

Il est vrai que Python avait su faire le mariage qu'il fallait pour entrer dans la haute société, avoir ses entrées au Vatican et à Paris. Sa femme était une patricienne, la fille de Louis de Wuilleret, le grand chef spirituel du parti conservateur suisse. Python était noble par sa mère, une Castella de Delley, et ses biographes parlent de ce sang noble qui coule dans ses veines.

La honte : fils de radical. En revanche, le père de Georges Python est absent de toutes les biographies officielles. M. Bugnard a trouvé une explication en fouillant dans les archives locales de Portalban : il découvre que le père de Python, paysan, est syndic de Portalban sous le régime radical. « Or, sous ce régime, on ne nomme que des radicaux, ou en tout cas des gens qui acceptent de collaborer au régime radical. La biographie officielle occulte le fait que celui qui, lors du centenaire de sa naissance, est proclamé « second fondateur de Fribourg » est en fait fils d'un paysan radical ».

Le mythe Python. Dans l'histoire officielle, Georges Python avait été érigé en mythe. « Il

faisait l'objet d'une représentation canonique, avec ses historiens, sa littérature. C'est un mythe, c'est-à-dire un sujet rêvé pour un historien », dit Pierre-Philippe Bugnard, qui savait qu'il y avait là une image à briser : « Bien sûr que c'est iconoclaste. Mais si l'histoire n'est pas iconoclaste, elle risque d'être officielle ». Pourtant l'historien se dit qu'il a, dans certaines pages, plutôt essayé de comprendre Python : « Je reprends la thèse de Musy pour dire qu'il était inexpérimenté, donc je ne veux surtout pas l'accabler. Je voulais sur tout comprendre l'opposition, qu'on a vouée aux gémonies. Je voulais faire un travail de justice en réhabilitant, dans une démarche historique, des réprochés ».



Les radicaux du siècle passé et ceux de nos jours. Quelle différence entre les radicaux du siècle passé et ceux d'aujourd'hui ? « Le mouvement radical de la deuxième partie du XIXe siècle comprenait deux courants. Le courant libéral qui donnait la priorité au développement des affaires, et le courant social, le radicalisme ouvrier apparu avant le socialisme ».

Aujourd'hui, le mouvement radical est un parti bourgeois, de droite, très proche du parti conservateur qui est un peu plus au centre. Comme les anciennes distinctions à caractère confessionnel se sont estompées, on trouve naturellement des regroupements entre conservateurs et radicaux, chose qui aurait été impensable au tournant du siècle.

A l'origine, les radicaux voulaient changer la société « à la racine », par rapport à l'Ancien régime, à l'aristocratie, au patriciat. « Vous vous rendez compte à quel point c'était révolutionnaire » dit M. Bugnard, qui mesure le chemin parcouru par un parti qui se retrouve à la droite de l'échiquier. Seule l'étiquette rappelle l'idéal des débuts d'un parti devenu conservateur à son tour. Un autre parti a récupéré l'aile sociale. Il est lui aussi en train de s'embourgeoiser...

Albeuve et Neirivue : des mentalités très opposées... A 500 mètres de distance, les villages de Neirivue et d'Albeuve ont des mentalités diamétralement opposées. Neirivue, c'est un peu le village gaulois qui s'oppose à ce qui vient de Fribourg. Albeuve, au contraire, collabore fidèlement au régime. Une attitude qui remonte à plusieurs siècles, et que Pierre-Philippe Bugnard a ressentie lui-même lors de sa tournée de conférences.

Albeuve, pour une raison historique - enclave de l'évêque de Lausanne dans la Gruyère - a une mentalité traditionnelle. C'est là qu'est né Jean-Marie Musy, et le discours qui l'a propulsé au Conseil fédéral est le discours d'un homme de la montagne, conservateur, fidèle à la grande tradition du montagnard.

A Neirivue, même si on est conservateur catholique, on s'oppose à tout ce qui vient de Fribourg. Les mentalités entre les deux villages sont si opposées qu'aux périodes d'élection, les gens d'Albeuve n'osent pas traverser le village de Neirivue de jour, et vice-versa. Cette petite vie locale est passionnante, dit M. Bugnard.

Lors de la conférence de M. Bugnard, à Neirivue, la salle était pleine. Des jeunes gens étaient même assis sur les bords des fenêtres. Une centaine d'exemplaires du livre ont été vendus. A Albeuve, il y avait une salle polie, peut-être une trentaine de personnes. A l'heure des questions, personne ne lève la main. Puis un monsieur qui se lève : « Vous vous rendez compte que vous êtes en train de menacer l'image de ce régime Python qui a fait du bien pour le canton ». Il ne comprend pas que l'on puisse s'en prendre à un régime, à un personnage aussi glorieux et honorable. M. Bugnard explique le rôle de l'historien qui doit tenir compte de tous les aspects, et qui n'a pas les mêmes lunettes. Et lorsqu'il range ses affaires, avec sa femme, un petit attroupement se forme autour de lui : « Mais c'est incroyable, maintenant je commence à comprendre... ». Ils avaient entendu parler de toutes ces affaires, ils trouvaient cela bizarre, et maintenant ils commencent à avoir une clé d'explication. « Ils ont acheté le livre en catimini, précisant qu'au village, au début des années 1980, deux ou trois notables contrôlaient encore l'opinion et qu'il valait mieux être de leur avis.

Pour les élèves des écoles : bientôt la fin des « classes » ? Bientôt finie, la formation des élèves en « classes » d'école ? Professeur de l'histoire de l'éducation à l'Université de Fribourg, Pierre-Philippe Bugnard est loin d'exclure cette hypothèse : « Avec les réformes

scolaires qui sont à l'ordre du jour dans tous les cantons suisses et dans tous les pays d'Europe, l'institution classe inventée au XVIIIe siècle est en train d'être ébranlée ».

La classe a été inventée pour mettre tous les élèves du même âge, du même niveau, autour du même exercice contrôlé par un même examen et par un seul réputé professeur. « C'est la règle des quatre unités, un système d'une logique implacable qui visait à maîtriser les gros effectifs dans le secondaire ».

Avec les réformes en cours, l'enseignement n'est plus centré sur une transmission des connaissances, mais sur le développement de compétences. C'est la version moderne de Montaigne : « Mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine ». Certains commencent par mettre en cause les notes, donc les examens. « Parce que mettre une note, c'est dire à l'élève, par le biais de la moyenne, toi tu réussis, toi tu échoues. C'est opérer une ségrégation entre ceux qui échouent et ceux qui réussissent. Ça ne donne aucune indication sur les compétences, un mot-clé des réformes de notre temps ».

Dès le moment où vous changez le système de la notation, vous devez aussi changer la façon d'approcher les disciplines. Les élèves ne vont plus tous faire la même chose en même temps. Ils iront à leur rythme propre comme le voulait déjà le Père Girard. Il y aura une différenciation qui remet en cause la règle des quatre unités et qui menace l'horaire, le programme, l'examen, la notation. C'en est fini de la classe, à long terme, dit M. Bugnard.

Quelle alternative au groupe classe ? « A l'autre extrême du groupe classe, homogène, il y a donc l'enseignement différencié dans un groupe hétérogène, où l'élève avance à son rythme, dans son cycle, hors du programme linéaire. Entre les deux, il y a l'enseignement individuel qui a fonctionné durant des milliers d'années, avec un tuteur ou un précepteur. Il y a eu l'enseignement mutuel, préconisé par le Père Girard, où les élèves, regroupés par niveau à l'intérieur d'une classe, s'enseignent mutuellement. Mais la solution magique, je ne l'ai pas » dit l'historien qui plaide pour des moyens de formation plus importants.

Car actuellement on n'a pas les moyens, ni dans la formation initiale des enseignants, ni dans la formation continue de développer une alternative à la classe. Alors on commence par les petits bouts. On fait une réforme dans l'évaluation, ou dans les programmes des nouvelles maturités. Il s'agit de réformes qui proviennent, en général, du pouvoir politique, qui donne une journée d'information aux enseignants qui sont souvent désorientés au vu de toutes les tâches qu'on leur confie.

Que ferait M. Bugnard s'il devait prendre en main l'ensemble de ces réformes ? « Je me donnerais du temps. Je ferais un calendrier sur une génération, sur vingt ans et je commencerais par la formation. Il faut d'abord convaincre, et, en même temps, organiser la formation initiale et la formation continue des enseignants. Sinon c'est peine perdue ». On ne change pas en un an une invention comme la « classe », qui a tenu trois siècles.

Enfance dans le « ghetto » catholique de Lausanne. Pierre-Philippe Bugnard est né le 6 novembre 1949 à Lausanne, dans une famille de Fribourgeois avec quatre enfants, dont le père était boulanger confiseur. Il a vécu ses premières années scolaires dans une sorte de « ghetto catholique » avec messe du dimanche et catéchisme, tout en fréquentant l'école protestante. Après deux années passées à Estavayer-le-Lac, il suit le collège à Sion et revient à Fribourg pour effectuer une formation d'historien à l'Université.

Quatre ans pour la licence d'histoire obtenue en 1975, puis sept ans à mi-temps au moins - pour le doctorat et la soutenance de thèse. Il publie alors « Le machiavélisme de village, La Gruyère face à la République chrétienne de Fribourg (1881-1913) » tiré à 1450 exemplaires. Une gageure : 40'000 francs d'imprimerie, 15'000 francs de frais annexes. Pour rentrer dans ses frais, il fait une tournée de conférences dans les villages, les sociétés savantes ou associations publiques, avec vente de l'ouvrage. Sa femme qui l'avait déjà suivi à Paris (où il a fait une thèse de troisième cycle à La Sorbonne avec Maurice Agulhon) pour dactylographier sa thèse, tient la caisse. Aujourd'hui, il ne lui reste que 20 exemplaires.

M. Bugnard enseigne l'histoire au Collège du Sud, à Bulle, et, dès 1986, il est chargé de cours en didactique de l'histoire à l'Université de Fribourg. C'est à ce titre qu'il a fait, récemment, une comparaison des manuels d'histoire suisse pour les collégiens sur la politique d'asile de la Suisse pendant la guerre. Il en a conclu que six des sept manuels utilisés étaient à jour. Seul le «Chevallaz» estime que c'est pour «des raisons pratiques» que l'on a tamponné un J sur le passeport des Juifs !

Dès 1989, M. Bugnard est engagé à plein temps, comme lecteur avec, en plus, un poste d'histoire de l'éducation.

Pierre-Philippe Bugnard s'était également illustré dans la course à pied, le demi-fond. Aujourd'hui, domicilié à Bulle à côté de la forêt de Bouleyres, - la plus belle qu'il connaisse, dit-il - il se contente de faire un footing de temps à autre. Il pratique également un peu de ski de randonnée (peau de phoque) avec ses enfants de 15 et 17 ans ou avec des amis.

Propos recueillis par David Rossier et Jean-Marc Angéloz

04.06.1999